

**ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE À L'ENCONTRE DE LA SOCIÉTÉ
VWR INTERNATIONAL POUR SON INSTALLATION DE
CONDITIONNEMENT ET D'EXPÉDITION DE
PRODUITS CHIMIQUES DE BRIARE**

**La Préfète du Loiret
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.515-98 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS, préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 14 juin 2016 à la société VWR International pour l'exploitation d'une plate-forme de conditionnement et d'expédition de produits chimiques sur le territoire de la commune de BRIARE, sise Chemin de la Croix St Marc, ZI de Vaugereau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu l'étude de dangers du 22 septembre 2015 ;

Vu la lettre préfectorale de demande de compléments du 5 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 27 novembre 2025 de l'inspectrice de l'environnement transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, faisant suite à la visite d'inspection du 13 juin 2025 ;

Vu le courrier du 12 décembre 2025 informant la société VWR International du projet de mise en demeure susceptible d'être prescrite à son encontre, ainsi que du délai dont elle dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 18 décembre 2025, sollicitant notamment la modification des délais ;

Considérant que lors de la visite du site exploité par la société VWR International à BRIARE du 13 juin 2025, l'inspectrice des installations classées a constaté :

- l'absence de révision de l'étude de dangers du site à la suite de la lettre préfectorale du 5 octobre 2023 ;
- l'absence de la rétention déportée mentionnée dans l'étude de dangers ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions :

- de l'article R.515-98 du code de l'environnement ;
- de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VWR International de respecter les dispositions de l'article R.515-98 du même code et de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

ARRÊTE

Article 1 - La société VWR International, exploitant une installation de conditionnement et d'expédition de produits chimiques sise Chemin de la Croix St Marc, ZI de Vaugereau, sur la commune de BRIARE, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- a) de l'article R.515-98 du code de l'environnement en transmettant à l'inspection des installations classées une version révisée de son étude de dangers avant le **1^{er} février 2026** ;
- b) de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en équipant la zone de dépotage d'une rétention déportée avant le **1^{er} septembre 2026**.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **23 DEC. 2025**

**Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général**



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ce recours.

53 DEC 1952